



Conseil économique et social

Distr. générale
2 août 2018
Français
Original : anglais

**Forum politique de haut niveau
pour le développement durable**
Réunion organisée sous les auspices
du Conseil économique et social
9-18 juillet 2018

Rapport sur les travaux de la réunion de 2018 du Forum politique de haut niveau pour le développement durable organisée sous les auspices du Conseil économique et social

Résumé

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 est actuellement dans la troisième année de sa mise en œuvre. Parmi les progrès réalisés dans de nombreux domaines, on peut citer le fait que les objectifs de développement durable ont été largement inscrits aux plans et stratégies nationaux de développement et la création de structures et de dispositifs pour leur mise en œuvre. De nombreux pays s'efforcent de coordonner l'application du Programme 2030, de l'Accord de Paris, du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030) et du Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, ainsi que d'autres instruments adoptés au niveau international. De plus en plus de données ventilées et de statistiques sont disponibles et utilisées pour élaborer des politiques meilleures, qui servent mieux les plus démunis. L'élan suscité par le Programme 2030 reste fort, et sera crucial pour renforcer l'engagement à l'approche de la soixante-quatorzième session de l'Assemblée générale, à laquelle le Forum se réunira sous les auspices de l'Assemblée.

Si la tendance générale est positive, les résultats obtenus sont très inégaux, entre les pays comme à l'intérieur des frontières. Les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement sont toujours en retard sur la quasi-totalité des cibles. Les pays à revenu intermédiaire, quant à eux, doivent remédier au fait qu'ils refusent toujours à de larges portions de leur population la possibilité d'offrir une vie meilleure à leur famille.

Il est par ailleurs inquiétant que les projections de croissance économique durable aient été revues à la baisse et que les inégalités perdurent, et des mesures coordonnées doivent être prises à l'échelle mondiale pour remédier aux causes profondes des problèmes. La répartition des richesses est toujours très inégale, et une



poignée d'individus peuvent, par leurs décisions, imprimer un changement positif d'ampleur planétaire. Les mesures porteuses de changement doivent être prises rapidement pour stimuler de nouveaux progrès dans la réalisation des objectifs de développement durable et faire en sorte que les solutions soient diffusées assez largement pour bouleverser les comportements et les pratiques non durables.

La pauvreté et la faim persistent, en particulier en milieu rural. On constate un déficit généralisé en matière de protection sociale, en particulier à l'égard des groupes vulnérables. L'accès à l'eau et à l'assainissement est insuffisant, les forêts disparaissent et la dégradation des terres menace la subsistance de millions de personnes. La multiplication des catastrophes liées aux changements climatiques attise la concurrence autour des ressources naturelles et l'augmentation du nombre de conflits violents aggrave l'insécurité alimentaire. Les pays développés comme les pays en développement affirment que l'augmentation des flux migratoires met à rude épreuve leur capacité de répondre aux besoins des migrants. Certains groupes risquent toujours plus que les autres d'être laissés pour compte, notamment les femmes et les filles, les enfants et les jeunes, les autochtones et les personnes handicapées. L'extrême pauvreté est plus fréquente chez les femmes, la mortalité maternelle recule trop lentement et l'accès aux services de santé ne s'améliore pas assez vite.

Les femmes et les filles souffrent beaucoup plus que les autres des catastrophes et des conflits, surtout lorsqu'elles sont pauvres. Beaucoup sont encore privées de leurs droits fondamentaux, et dans certains pays, les peuples autochtones souffrent de manière disproportionnée d'un manque de reconnaissance de leurs droits. L'application du principe consistant à ne pas faire de laissés-pour-compte pourra porter ses fruits lorsque l'on veillera non seulement à ce que les personnes à risque reçoivent des aides, mais aussi à ce qu'elles participent et contribuent au développement durable.

Le fait que l'importance des données ventilées pour l'élaboration de politiques destinées à aider les plus démunis soit de plus en plus reconnue est un pas dans la bonne direction. Il faut cependant investir davantage dans la production de données et de statistiques officielles. Des systèmes de suivi doivent être mis au point pour mieux mesurer les progrès, en tirant parti de la révolution des données qui s'opère actuellement. L'absence de technologies et d'équipements en milieu rural ne facilite pas la tâche, et les statistiques sur les inégalités et la discrimination sont souvent inexistantes, notamment les statistiques comparatives entre les pays. La violence sexiste est difficile à mesurer. Il est possible de mesurer et d'analyser les inégalités socioéconomiques nationales et d'autres formes d'inégalité en évaluant la capacité des bureaux nationaux de statistique, en mettant l'accent sur la méthodologie et en garantissant la confidentialité des données.

Renforcer la résilience exige une coordination et une planification approfondies dans divers secteurs. Les mesures de renforcement de la résilience peuvent avoir trois objectifs : réduire les risques connus et existants, maîtriser les risques prévus ou gérer les catastrophes et autres chocs à mesure qu'ils se produisent. Les facteurs et les causes sous-jacentes du risque de catastrophe doivent être traités de manière globale et systématique, en tenant compte non seulement des effets sur chaque secteur mais aussi de l'effet domino d'un secteur à un autre. La résilience est essentielle au développement durable dans toutes ses dimensions et peut être considérée comme un indicateur de la santé globale des sociétés en période de multiplication des conflits, de montée de l'instabilité politique et d'aggravation des changements climatiques.

Des mesures d'annulation totale ou partielle de la dette ont aidé certains pays à se relever d'une crise et peuvent orienter l'investissement vers les secteurs les plus fragiles en prévision de futures crises. Les politiques économiques et sociales doivent être axées sur les travailleurs et les populations plutôt que sur des emplois ou secteurs

particuliers. Il faut impérativement renforcer les dispositifs de protection sociale, qui atténuent l'effet des crises, en particulier pour les plus vulnérables. Pour adopter l'approche systémique et la perspective à long terme indispensables pour renforcer la résilience à tous les niveaux, il faut investir dans les capacités humaines, comprendre les tendances démographiques actuelles et futures, investir rapidement, et de manière ciblée, dans la jeunesse, adopter une approche proactive et investir dans des dispositifs d'alerte rapide. Il faut également tenir compte d'autres éléments essentiels comme le rôle de la science et de la technologie dans le renforcement de la résilience, la nécessité d'établir des partenariats internationaux et l'importance de la coopération régionale, qui permet de partager en continu des données d'expérience sur le renforcement de la résilience.

L'objectif de « ne pas faire de laissés-pour-compte » ne doit pas être qu'une belle idée ; le projet doit s'accompagner de plans d'action concrets. L'exclusion frappe particulièrement certains groupes sociaux en raison de politiques non inclusives, qui doivent être revues. Pour ne laisser personne de côté, il convient d'adopter un vaste ensemble de mesures cohérentes de protection sociale, conjuguées à une politique économique et budgétaire propice à la réduction de la pauvreté et des inégalités. La société dans son ensemble doit être associée à ce processus, en particulier les laissés-pour-compte, qui ne doivent pas être considérés seulement comme des bénéficiaires mais aussi comme des agents du changement.

Le Forum a été l'occasion, pour les présidents des forums régionaux pour le développement durable, de présenter les résultats de leurs sessions respectives, mettant ainsi en lumière l'importance de la dimension régionale du développement durable, à la fois pour assurer un lien essentiel entre le niveau national et le niveau mondial, et pour partager les pratiques optimales et faciliter l'apprentissage entre pairs. Ces forums ont permis d'aborder différentes questions. Le renforcement de la résilience a été cité comme une condition indispensable à la réalisation des objectifs de développement durable en Asie et dans le Pacifique. En Afrique, conformément à l'idée maîtresse énoncée dans le Programme 2030 et l'Agenda 2063 de l'Union africaine, la transformation structurelle passe par la mise en place de cadres nationaux intégrés notamment axés sur l'inclusion, la protection contre les changements climatiques et la réduction des risques de catastrophe. Le forum arabe a mis l'accent sur les ressources naturelles, les générations futures et le bien commun, et a souligné la nécessité de renforcer la coopération pour une gestion durable. Il a notamment insisté sur la diversification économique, l'essor de villes résilientes et durables, le financement d'un développement durable et inclusif, le rôle de la société civile, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, et la participation de la jeunesse. Dans la région Américaine latine et Caraïbes, les participants au forum ont insisté sur la participation des citoyens, plaçant ces derniers au cœur des actions à mener. Parmi les obstacles au développement durable rencontrés dans cette région, on peut citer la pauvreté, les inégalités, le niveau élevé de la dette extérieure et le recul de la coopération internationale.

Les 46 examens nationaux volontaires menés dans le cadre du Forum politique de haut niveau pour le développement durable ont permis de faire le bilan des mesures prises, des progrès réalisés et des difficultés rencontrées à l'échelle nationale, et de définir les prochaines étapes de la mise en œuvre du Programme 2030. De nombreux pays ont indiqué que les objectifs de développement durable bénéficiaient du soutien des équipes dirigeantes et de l'ensemble du spectre politique. Tous les pays ont communiqué des informations détaillées sur les mesures prises pour intégrer le Programme 2030 dans leurs cadres stratégiques nationaux. Nombre d'entre eux ont déclaré avoir mis en place une structure, un comité interministériel par exemple, chargée de mener et de coordonner la réalisation des objectifs de développement durable, parfois en collaboration avec des parties compétentes extérieures au

gouvernement. La mise en œuvre à l'échelle nationale s'appuie généralement sur une stratégie limitée à l'ensemble de l'administration, alors qu'une stratégie qui associe la société tout entière au projet favorise la participation des parties prenantes et permet de mieux sensibiliser le public aux actions menées pour le mettre en œuvre. Des organes techniques fournissent un appui aux institutions et comités de haut niveau, et les bureaux nationaux de statistique sont membres des institutions de coordination, ou leur fournissent un appui technique. Pour faire en sorte que le gouvernement s'approprie le projet, certains pays ont nommé des coordonnateurs des objectifs de développement durable au sein des ministères techniques et créé des équipes pour assurer la bonne coordination du projet entre les différents ministères et organismes. Des institutions sont créées ou décentralisées à l'échelle des communes, preuve que la mise en œuvre du Programme avance également à l'échelle infranationale. Pour autant, certaines difficultés persistent, notamment la complexité de la mise en place de stratégies intégrées, la nécessité de communiquer davantage sur les objectifs de développement durable, et la question des moyens de mise en œuvre. Les pays qui y ont participé ont trouvé les examens nationaux volontaires utiles.

I. Introduction

1. Dans sa résolution [67/290](#), l'Assemblée générale a décidé que les réunions du Forum politique de haut niveau pour le développement durable organisées sous les auspices du Conseil économique et social seraient convoquées tous les ans par la Présidence du Conseil pour une durée de huit jours, dont trois seraient consacrés à un débat ministériel. Conformément à l'alinéa c) du paragraphe 11 de l'annexe à la résolution [68/1](#) de l'Assemblée, ce débat ministériel se tient dans le cadre du débat de haut niveau tenu par le Conseil.
2. Dans sa décision 2018/204, le Conseil a décidé que les réunions du Forum se tiendraient du 9 au 13 juillet 2018 et que le débat de haut-niveau de sa session de 2018 aurait lieu du 16 au 19 juillet et inclurait les trois jours de réunion ministérielle du Forum (16-18 juillet).
3. Dans sa résolution [70/299](#), l'Assemblée générale a décidé que la session de 2018 du Forum aurait pour thème « Transformer nos sociétés pour les rendre viables et résilientes » et que le Forum, sans préjudice du caractère intégré, indissociable et interdépendant des objectifs de développement durable et afin que les progrès accomplis dans la réalisation de tous les objectifs puissent être examinés en profondeur au cours d'un cycle de quatre ans, examinerait en profondeur les objectifs 6,7,11, 12 et 15, en sus de l'examen annuel de l'objectif 17.
4. Le présent rapport rend compte des débats de la réunion du Forum politique de haut niveau sur le développement durable organisée sous les auspices du Conseil économique et social à sa session de 2018.

II. Compte rendu des travaux et mesures prises à la réunion du Forum

5. Du 9 au 18 juillet 2018, le Forum a tenu 26 séances, dont les débats d'ouverture, de synthèse et de clôture, des séances d'examen des objectifs de développement durable 6, 7, 11, 12, 15 et 17, des tables rondes thématiques et 46 examens nationaux volontaires. À sa 16^e séance, le 16 juillet, le Forum a visionné le film *Made in Forests*, qui a été présenté par l'actrice Michelle Yeoh, ambassadrice de bonne volonté du Programme des Nations Unies pour le développement. Un débat général s'est en outre tenu sur le thème du Forum dans le cadre de son débat ministériel de trois jours organisé pendant le débat de haut niveau tenu par le Conseil (voir par. 187 ciaprès).
6. Un total de 240 manifestations parallèles, 15 cours de formation consacrés au développement durable et sept manifestations spéciales, ainsi que d'autres activités connexes, se sont déroulés en marge des séances officielles du Forum. Ils ont été parrainés par diverses parties prenantes, dont des gouvernements, des organismes, fonds et programmes des Nations Unies, des organisations internationales et intergouvernementales, des grands groupes et d'autres parties intéressées¹. On trouvera des informations à ce sujet (en anglais uniquement) sur le site Web du Forum, à l'adresse : <https://sustainabledevelopment.un.org/hlpf/2018>.

¹ Selon Action 21 : programme d'action pour un développement durable, les grands groupes sont les suivants : femmes, enfants et jeunes, peuples autochtones, organisations non-gouvernementales, autorités locales, travailleurs et syndicats, entreprises et industrie, communauté scientifique et technique, et agriculteurs. En outre, l'Assemblée générale, dans sa résolution [67/290](#), a reconnu le rôle joué par les autres parties prenantes, telles que les organismes philanthropiques privés, les établissements d'enseignement et universités, les personnes handicapées, les associations de bénévoles et autres acteurs du développement durable.

Ouverture du Forum

7. À la 1^{re} séance, le 9 juillet, la Présidente du Conseil économique et social, Marie Chatardová (Tchéquie), a déclaré ouvert le Forum politique de haut niveau pour le développement durable convoqué sous les auspices du Conseil lors de sa session de 2018 et fait une déclaration.

8. À la même séance, le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales, Liu Zhenmin, a fait une déclaration et présenté le rapport du Secrétaire général consacré au point annuel sur les objectifs de développement durable (E/2018/64).

9. Également à la même séance, des déclarations liminaires ont été faites par Jeffrey D. Sachs, Directeur du Center for Sustainable Development à et professeur l'Université Columbia, María Soledad Cisternas Reyes, Envoyée spéciale du Secrétaire général pour les questions de handicap et d'accessibilité, et Alex Steffen, cofondateur du magazine en ligne Worldchanging.

Débat de synthèse et conclusion de la réunion du Forum

10. À la 15^e séance, le 13 juillet, en conclusion de la première semaine du Forum politique de haut niveau, un débat interactif portant sur le thème « Ne pas faire de laissés-pour-compte : sommes-nous sur la bonne voie ? » a été présidé par la Présidente du Conseil et animé par le Vice-Président exécutif et Directeur général du World Resources Institute, Manish Bapna, qui ont chacun fait une déclaration.

11. À la même séance, le Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme a pris la parole devant le Forum. Des exposés ont ensuite été présentés par les rapporteurs des groupes thématiques 1 et 2, à savoir Douglas Keh, Directeur adjoint du Bureau des politiques et de l'appui aux programmes du Programme des Nations Unies pour le développement, Mahi Amadou Deme, Directeur au Ministère de l'économie et des finances du Sénégal, Riitta Oksanen, Directrice générale adjointe au Ministère finlandais des affaires étrangères, Alicia Bárcena, Secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, ainsi que par Sakiko Fukuda-Parr, Vice-Présidente du Comité des politiques de développement et professeur de relations internationales à la New School, Victoria Tauli Corpuz, Rapporteuse spéciale sur les droits des peuples autochtones, Sophie Howe, Commissaire chargée des générations futures du Pays de Galles, et Sylvia Beales, conseillère stratégique à Gray Panthers (représentant le groupe d'intérêts du vieillissement).

12. Un débat interactif a suivi, au cours duquel les intervenants ont répondu aux observations formulées et aux questions posées par les représentants du Chili, de la Belgique, de la Mauritanie, de la Suisse, de l'Estonie et de la Sierra Leone, l'Envoyée spéciale du Secrétaire général sur le handicap et l'accessibilité, et les représentants des grands groupes des entreprises et de l'industrie et des femmes et d'autres groupes d'intérêt d'Ensemble 2030, de l'éducation et du milieu universitaire et des personnes handicapées.

13. À la même séance, la Présidente du Conseil a présenté ses observations et souligné les tendances qui étaient ressorties des réunions de la première semaine du Forum (9-13 juillet).

14. Toujours à la 15^e séance, le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales a fait une déclaration.

15. À la 24^e séance, le 18 juillet, le Secrétaire général des Nations Unies a fait une déclaration lors de la clôture de la réunion du Forum.

16. À la même séance, la Présidente du Conseil a prononcé le discours de clôture de la réunion de 2018 du Forum politique de haut niveau pour le développement durable organisée sous les auspices du Conseil.

Décision concernant le projet de déclaration ministérielle

17. À sa 24^e séance, le 18 juillet, le Forum a examiné le projet de déclaration ministérielle issu de sa réunion de 2018, organisée sous les auspices du Conseil économique et social sur le thème « Transformer nos sociétés pour les rendre viables et résilientes » (E/2018/L.20-E/HLPF/2018/L.2).

18. À la même séance, la Présidente du Conseil a informé le Forum que le projet de déclaration ministérielle n'avait aucune incidence sur le budget-programme.

19. Également à la même séance, la Présidente du Conseil a appelé l'attention des membres du Forum sur les amendements que les États-Unis ont proposé d'apporter au projet de déclaration ministérielle (E/HLPF/2018/L.3).

20. Toujours à la 24^e séance, le représentant des États-Unis est intervenu sur une motion d'ordre, à laquelle la Présidente a répondu.

Décision concernant l'amendement figurant au premier paragraphe du document E/HLPF/2018/L.3

21. À la 24^e séance, le 18 juillet, le représentant des États-Unis a fait une déclaration.

22. Toujours à la même séance, à l'issue d'un vote enregistré, le Forum a rejeté l'amendement par 107 voix contre 50, avec 3 abstentions. Les voix se sont réparties comme suit² :

Ont voté pour :

Albanie, Allemagne, Andorre, Arménie, Australie, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Canada, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Guinée, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Kazakhstan, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Monaco, Monténégro, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Corée, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Tchèque, Ukraine.

Ont voté contre :

Afghanistan, Afrique du Sud, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belize, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cambodge, Chili, Chine, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Dominique, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, État de Palestine, Éthiopie, Fédération de Russie, Ghana, Grenade, Guatemala, Guyana, Honduras, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Lesotho, Liban, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Maroc, Maurice, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Pakistan, Palaos, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique

² La délégation maltaise a par la suite indiqué qu'elle avait eu l'intention de voter pour l'amendement.

du Congo, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Samoa, Sénégal, Singapour, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Tadjikistan, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

Se sont abstenus :

Norvège, République de Moldova, Seychelles.

**Décision concernant l'amendement figurant au paragraphe 2 du document
E/HLPF/2018/L.3**

23. À la 24^e séance, le 18 juillet, le représentant des États-Unis d'Amérique a fait une déclaration.

24. À la même séance, à l'issue d'un vote enregistré, le Forum a rejeté l'amendement par 155 voix contre 2, avec 3 abstentions. Les voix se sont réparties comme suit³ :

Ont voté pour :

États-Unis d'Amérique, Israël.

Ont voté contre :

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Belize, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Cabo Verde, Cambodge, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Dominique, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Espagne, Estonie, État de Palestine, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guyana, Honduras, Hongrie, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Islande, Italie, Jamaïque, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Koweït, Lesotho, Lettonie, Liban, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Maroc, Maurice, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Palaos, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin, Samoa, Sénégal, Serbie, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Tadjikistan, Tchèque, Thaïlande, Timor-Leste, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ukraine, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

Se sont abstenus :

Japan, Niger, République de Corée.

³ La délégation maltaise a par la suite indiqué qu'elle avait eu l'intention de voter contre l'amendement.

Décision concernant le projet de déclaration ministérielle figurant dans le document E/HLPF/2018/L.2

25. À la 24^e séance, le représentant d'Israël a fait une déclaration.

26. À la même séance, à l'issue d'un vote enregistré, le Forum a décidé de conserver le paragraphe 12 du dispositif, par 109 voix contre 5, avec 45 abstentions. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Afghanistan, Afrique du Sud, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belize, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cambodge, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Dominique, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, État de Palestine, Éthiopie, Fédération de Russie, Ghana, Grèce, Grenade, Guinée, Guyana, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Islande, Jamaïque, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Koweït, Liban, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Maurice, Mexique, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Norvège, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sénégal, Singapour, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Tadjikistan, Thaïlande, Timor-Leste, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

Ont voté contre :

Australie, Canada, États-Unis d'Amérique, Honduras, Israël.

Se sont abstenus :

Albanie, Allemagne, Andorre, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Cameroun, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, France, Géorgie, Guatemala, Hongrie, Irlande, Italie, Japon, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Monaco, Monténégro, Nigéria, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Tchéquie, Ukraine.

27. À la même séance, une déclaration a été faite par le représentant du Canada, qui s'exprimait également au nom des pays suivants : Albanie, Allemagne, Andorre, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Cabo Verde, Chili, Chypre, Colombie, Costa Rica, Croatie, Danemark, El Salvador, Espagne, Estonie, États-Unis, ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Guatemala, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Kiribati, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monténégro, Norvège, Nouvelle-Zélande, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pays-Bas, Philippines, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, République dominicaine, Roumanie, Royaume-Uni, Saint-Marin, Samoa, Seychelles, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Tchéquie, Ukraine, Uruguay.

28. Toujours à la même séance, à l'issue d'un vote enregistré, le Forum a décidé de conserver le paragraphe 16 du dispositif, par 133 voix contre 11, avec 10 abstentions. Les voix se sont réparties comme suit⁴ :

Ont voté pour :

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Bahamas, Bangladesh, Barbade, Belgique, Belize, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Cabo Verde, Canada, Chili, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, El Salvador, Équateur, Espagne, Estonie, État de Palestine, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, France, Géorgie, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iraq, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, Lesotho, Lettonie, Liban, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Monténégro, Namibie, Népal, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Palaos, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, République démocratique du Congo, République dominicaine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Marin, Samoa, Sénégal, Serbie, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Tchéquie, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ukraine, Uruguay, Viet Nam, Zambie.

Ont voté contre :

Bélarus, Arabie saoudite, Burundi, Émirats arabes unis, Fédération de Russie, Guyana, Iran (République islamique d'), Nicaragua, République arabe syrienne, Soudan, Yémen.

Se sont abstenus :

Algérie, Bahreïn, Chine, Égypte, Myanmar, Oman, Pakistan, Qatar, République démocratique populaire lao, Zimbabwe.

29. À la même séance, avant le vote, le représentant des États-Unis d'Amérique a fait une déclaration et le représentant de la Turquie a pris la parole pour expliquer son vote.

30. Également à la même séance, à l'issue d'un vote enregistré, le Forum a adopté la déclaration ministérielle par 164 voix contre 2. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Belize, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cambodge, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Dominique, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Espagne, Estonie, État de Palestine, Éthiopie,

⁴ La délégation des Émirats arabes unis a par la suite indiqué qu'elle avait eu l'intention de voter pour.

ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guyana, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Islande, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Koweït, Lesotho, Lettonie, Liban, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Palaos, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République de Corée, République de Moldova, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sénégal, Serbie, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Tadjikistan, Tchèque, Thaïlande, Timor-Leste, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turkménistan, Turquie, Ukraine, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

Ont voté contre :

États-Unis d'Amérique, Israël.

Se sont abstenus :

Néant.

31. Après le vote, les représentants des pays ci-après ont pris la parole pour expliquer leur vote : Égypte (au nom du Groupe des 77 et de la Chine), Autriche (au nom de l'Union européenne), Israël, États-Unis d'Amérique, Chine, Fédération de Russie, République bolivarienne du Venezuela, Maroc, Azerbaïdjan et Saint-Siège.

Adoption du projet de rapport

32. À la 24^e séance, le Forum a adopté son projet de rapport ([E/HLPF/2018/L.1](#)) au titre du point 4 de l'ordre du jour (Adoption du rapport) et décidé de charger le Président du Conseil d'en établir la version finale de façon à rendre compte des travaux du Forum.

III. Vers des sociétés durables et résilientes

33. Les travaux du Forum menés au titre du point 2 de l'ordre du jour intitulé « Transformer nos sociétés pour les rendre viables et résilientes » figurent ci-dessous.

Débat sur la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 pour bâtir des sociétés résilientes

34. À sa 2^e séance, le 9 juillet, le Forum a tenu des débats sur la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 pour bâtir des sociétés résilientes, dirigés par la Présidente du Conseil et animé par Emily Pryor, Directrice exécutive de Data2X, qui ont chacune fait une déclaration.

Table ronde I

35. Au cours du débat de la première table ronde, qui a porté sur l'examen des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable, les

intervenants ci-après ont fait des déclarations : Ása Regnér, Sous-Secrétaire générale et Directrice générale adjointe du Bureau de l'appui aux mécanismes intergouvernementaux et des partenariats stratégiques qui relève de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ; Pádraig Dalton, Directeur général du Bureau central des statistiques d'Irlande ; Grace Bediako, Directrice générale par intérim de la Commission nationale de planification du développement du Ghana ; et Sofia Monsalve Suárez, oratrice principale et Secrétaire générale de FIAN International (représentant le grand groupe des organisations non gouvernementales).

36. Au cours du débat qui a suivi, les intervenants ont répondu aux observations et questions des représentants de la Suisse, de l'Italie, de la République-Unie de Tanzanie, de la République démocratique populaire lao, du Chili et de l'Union européenne, de l'observateur de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et des représentants du grand groupe des enfants et des jeunes et des peuples autochtones ainsi que du groupe d'intérêts des personnes handicapées.

Table ronde II

37. Au cours du débat de la deuxième table ronde, qui a porté sur l'amélioration des données pour le développement durable, des déclarations ont été faites par les intervenants suivants : Zachary Mwangi Chege, Président de la Commission de statistique et Directeur de la statistique du Bureau national des statistiques du Kenya ; Nancy Potok, Directrice de la statistique des États-Unis ; et Shaida Badiie, Directrice générale et cofondatrice d'Open Data Watch ; ainsi que par Leesha Delatie-Budair, oratrice principale et Directrice générale adjointe de l'Institut jamaïcain des statistiques.

38. Au cours du débat qui a suivi, les intervenants ont répondu aux observations et aux questions des représentants du Kenya, du Danemark, de l'Italie, de l'Afrique du Sud, de la Suisse, de Bahreïn et d'El Salvador, ainsi que du grand groupe des organisations non gouvernementales.

Rapports des présidents des forums régionaux pour le développement durable

39. Tenue en marge de sa 18^e séance B), le 16 juillet, la 18^e séance A) dirigée par Jerry Matthews Matjila (Afrique du Sud), Vice-Président du Conseil, le Forum a entendu les rapports des présidents des forums régionaux pour le développement durable sur les conclusions de leurs travaux.

40. Des exposés ont été faits par Ghassan Hasbani, Vice-Premier Ministre et Ministre de la santé du Liban, sur le forum régional convoqué par la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) ; Rodrigo Malmierca Díaz, Ministre cubain du commerce et des investissements extérieurs, sur le forum régional convoqué par la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes ; Levan Davitashvili, Ministre géorgien de l'agriculture et de la protection de l'environnement, sur le forum régional de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique ; Mame Thierno Dieng, Ministre sénégalais de l'environnement et du développement durable, sur le forum régional convoqué par la Commission économique pour l'Afrique ; et Michael Gerber, représentant spécial de la Suisse pour le développement durable mondial, sur le forum régional convoqué par la Commission économique pour l'Europe.

Déclaration du Président de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement

41. Siim Kiisler (Estonie), Président de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement, a pris la parole devant le Forum.

A. Examen des objectifs de développement durable n° 6, 7, 11, 12, 15 et 17

42. À ses 3^e, 6^e, 9^e et 12^e à 14^e séances, du 9 au 13 juillet 2018, le Forum a examiné l'alinéa a) du point 2 de l'ordre du jour, intitulé « Examen des objectifs de développement durable n° 6, 7, 11, 12, 15 et 17 ».

Examen de la mise en œuvre de l'objectif de développement durable n° 6

43. À sa 3^e séance, le 9 juillet, le Forum a procédé à l'examen de la mise en œuvre de l'objectif de développement durable n° 6 (Garantir l'accès de tous à des services d'alimentation en eau et d'assainissement gérés de façon durable), dirigé par Mahmadamin Mahmadaminov (Tadjikistan), Vice-présidente du Conseil, et animé par Joakim Harlin, Vice-Président d'ONU-Eau, qui ont chacun fait une déclaration.

44. Des exposés ont été présentés par les représentants de la Division de statistique, sur les données statistiques concernant l'objectif de développement durable n° 6, du Programme mondial pour l'évaluation des ressources en eau et de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

45. Mina Guli, oratrice principale et défenseur de la cause de l'eau qui pratique la course à pied de fond, a pris la parole devant le Forum.

46. Des exposés ont également été présentés par les intervenants suivants : Danilo Türk, Président du Groupe mondial de haut niveau sur l'eau et la paix et ancien Président de la Slovénie ; Callist Tindimugaya, Commissaire pour la planification et la réglementation des ressources en eau au Ministère ougandais de l'eau et de l'environnement ; Claudia Sadoff, Directrice générale de l'Institut international de gestion des ressources en eau ; et Lucía Ruíz, Vice-Ministre du développement stratégique des ressources naturelles du Ministère péruvien de l'environnement ; ainsi que par les orateurs principaux suivants : Thomas Stratenwerth, Chef de Division et Directeur général adjoint par intérim du Ministère allemand de l'environnement ; Neil Jeffery, Président-Directeur général de Water and Sanitation for the Urban Poor ; Florencio Marerua, Directeur de pays de WaterAid au Mozambique (représentant du grand groupe des organisations non gouvernementales) ; et Ney Maranhão, Directeur de l'Agence nationale de l'eau du Brésil.

47. Au cours du débat qui a suivi, les participants ont répondu aux observations et aux questions des représentants de l'Algérie, de l'Union européenne, de la Suède, du Mexique, du Kenya, de la Finlande, de l'Indonésie, de l'État de Palestine, du Rwanda, de la France, de la Fédération de Russie, du Sénégal, de l'Autriche, d'El Salvador, d'Israël, de la Roumanie, de la Suisse, des Pays-Bas, du Koweït, de la République de Corée, de l'Estonie et de l'Afrique du Sud, de l'observateur de l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN), des représentants de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et du Fonds international de développement agricole (FIDA), du Rapporteur spécial sur les droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement et des représentants des grands groupes des femmes ainsi que des travailleurs et des syndicats.

Examen de la mise en œuvre de l'objectif de développement durable n° 7

48. À sa 6^e séance, le 10 juillet, le Forum a procédé à un examen de la mise en œuvre de l'objectif de développement durable n° 7 (Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable), dirigé par la Présidente du Conseil et animé par Adnan Amin, Directeur général de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables, qui ont chacun fait des déclarations.

49. Le représentant de la Division de statistique a présenté un exposé sur les données statistiques concernant l'objectif de développement durable n° 7.

50. Des déclarations ont été faites par les intervenants suivants : Siri Jirapongphan, Ministre thaïlandais de l'énergie ; Laurence Tubiana, Présidente-Directrice générale de la Fondation européenne pour le climat ; Sheila Oparaocha, Directrice exécutive d'ENERGIA en Zambie ; et Riccardo Puliti, Directeur principal et Chef de Energy and Extractive Industries Global Practice du Groupe de la Banque mondiale ; ainsi que par les orateurs principaux suivants : Hans Olav Ibrekk, Directeur des politiques sur l'énergie et le changement climatique au Ministère norvégien des affaires étrangères et cofacilitateur du Groupe consultatif technique sur l'objectif de développement durable n° 7 ; Mengrong Cheng, Présidente de la State Grid Corporation du Bureau du représentant chinois aux États-Unis et représentante du Global Energy Interconnection Development and Cooperation Organization aux États-Unis ; et Joan Carling, représentant de Tebtebba (et du grand groupe des peuples autochtones).

51. Au cours du débat qui a suivi, les participants ont répondu aux observations et aux questions des représentants du Bangladesh (au nom du Groupe des pays les moins avancés), du Kenya, d'Israël, de l'Algérie, de l'Allemagne, des Pays-Bas, de la Suisse, de la Suède, de l'Irlande, du Guatemala, de l'Arabie saoudite, du Danemark, du Togo, du Sénégal, de l'Autriche, de l'Indonésie, du Maroc, de la République de Corée, de la République démocratique du Congo, du Cameroun, de l'Union européenne et de la Jamaïque, du Programme des Nations Unies pour l'environnement, de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, et des grands groupes des enfants et des jeunes, des travailleurs et des syndicats ainsi que des femmes.

52. À la même séance, le représentant de l'Algérie a fait une déclaration sur une motion d'ordre, à laquelle la Présidente du Conseil a répondu.

Examen de la mise en œuvre de l'objectif de développement durable n° 11

53. À sa 9^e séance, le 11 juillet, le Forum a procédé à un examen de la mise en œuvre de l'objectif de développement durable n° 11 (Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables), dirigé par Marc Pecsteen de Buytswerve (Belgique), Vice-Président du Conseil, et animé par Rohit Aggarwala, Professeur de pratique professionnelle des affaires internationales et publiques de l'Université Columbia, qui ont chacun fait une déclaration.

54. Le représentant de la Division de statistique a présenté un exposé sur les données statistiques concernant l'objectif de développement durable n° 11.

55. La Rapporteuse spéciale sur le logement convenable en tant qu'élément du droit à un niveau de vie suffisant ainsi que sur le droit à la non-discrimination dans ce contexte a également fait un exposé.

56. Des déclarations ont été faites par les intervenants suivants : Penny Abeywardena, Commissaire aux affaires internationales du Bureau du maire de New York ; Jean Todt, Envoyé spécial du Secrétaire général pour la sécurité routière ;

Maimunah Mohd Sharif, Directrice exécutive du Programme des Nations Unies pour les établissements humains ; et Meera al Shaikh, chargée du projet Smart Dubai (Émirats arabes unis) et membre du Conseil mondial sur l'examen de l'objectif de développement durable n° 11 ; ainsi que par les orateurs principaux suivants : Wim Dries, Maire de Genk (Belgique) et Président de l'association flamande des conseils locaux ; et Shaila Shahid, Coordinatrice pour l'égalité des sexes et le changement climatique au Centre international sur les changements climatiques (représentante du grand groupe des femmes).

57. Au cours du débat qui a suivi, les participants ont répondu aux observations et aux questions des représentants de l'Inde, du Mexique, de la Thaïlande, de l'Autriche, du Brésil, de la Turquie, du Guatemala, du Kenya, d'Israël, de l'Afrique du Sud, des Pays-Bas, de la Sierra Leone, de la Suisse, de la Roumanie, de la Fédération de Russie, de Bahreïn, de la Norvège, de l'Estonie, de l'Algérie, de l'Indonésie, de la Tchéquie, de l'Union européenne, du Maroc, de la Finlande, de la Jamaïque, de la République démocratique du Congo, de l'État de Palestine et de la Mauritanie, de l'observateur de l'UICN, des représentants de l'Union internationale des télécommunications, du FIDA (également au nom de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et du Programme alimentaire mondial), du PNUE, de l'AIEA et de l'UNESCO, des grands groupes de la communauté scientifique et technique, des enfants et des jeunes, des peuples autochtones ainsi que des travailleurs et des syndicats, et des groupes d'intérêt des bénévoles et des personnes handicapées.

Examen de la mise en œuvre de l'objectif de développement durable n° 12

58. À sa 12^e séance, le 12 juillet, le Forum a procédé à un examen de la mise en œuvre de l'objectif de développement durable n° 12 (Établir des modes de consommation et de production durables), dirigé par Inga Rhonda King (Saint-Vincent-et-les Grenadines), Vice-Présidente du Conseil, et animé par le Sous-Secrétaire général chargé du développement économique et conseiller principal du Secrétaire général sur le développement économique et les finances, qui ont chacun fait une déclaration.

59. Le représentant de la Division de statistique a présenté un exposé sur les données statistiques concernant l'objectif de développement durable n° 12.

60. Peter Thomson, Envoyé spécial du Secrétaire général pour l'océan, a fait une déclaration liminaire.

61. Des déclarations ont été faites par les intervenants suivants : Nur Rahayu, Directrice des forêts et de la conservation des ressources en eau au Ministère indonésien de la planification du développement national ; Petra Bayr, Présidente de la Commission sur le développement durable au Parlement autrichien ; Jane Nyakang'o, Présidente de la Table ronde africaine sur la consommation et la production durables ; et Ulf Jaeckel, Chef de la Division du Ministère fédéral allemand de l'environnement et membre du Conseil du Cadre décennal de programmation concernant les modes de consommation et de production durables ; ainsi que par les orateurs principaux suivants : Amy Luers, Directrice exécutive de Future Earth ; et Julius H. Cainglet, Vice-Président du Partenariat pour la recherche et la sensibilisation de la Fédération des travailleurs libres (représentant le grand groupe des travailleurs et des syndicats).

62. Au cours du débat qui a suivi, les participants ont répondu aux observations et aux questions des représentants de l'Union européenne, de la Finlande, d'Israël, de la Turquie, du Kenya, de la Roumanie, du Mexique, de la Norvège, de la France, de l'Italie, de la Suisse, de la Suède, du Danemark, de l'Estonie, de l'Irlande, du Mali,

de l'Afrique du Sud, de la Belgique, de la Malaisie, de la Pologne, de l'Ouganda et de la Thaïlande, d'ONU-Habitat, de la FAO, de l'Organisation internationale du Travail, du PNUE, de l'Organisation maritime internationale, de la CESAO, des grands groupes des enfants et des jeunes, des peuples autochtones, des organisations non gouvernementales, des femmes, et des entreprises et de l'industrie, ainsi que des groupes d'intérêts de l'éducation et du milieu universitaire, et de la société civile pour le financement du développement.

Examen de la mise en œuvre de l'objectif de développement durable n° 15

63. À sa 13^e séance, le 13 juillet, le Forum a procédé à un examen de la mise en œuvre de l'objectif de développement durable n° 15 (Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité), dirigé par le Vice-Président du Conseil (Afrique du Sud) et animé par René Castro, Directeur général adjoint du Département du climat, de la biodiversité, des terres et des eaux, qui ont chacun fait une déclaration.

64. Le représentant de la Division de statistique a présenté un exposé sur les données statistiques concernant l'objectif de développement durable n° 15.

65. Simon Levin, Directeur du Center for Biocomplexity et professeur émérite de la Fondation James S. McDonnell qui enseigne l'écologie et la biologie évolutive à l'Université de Princeton, a prononcé une déclaration liminaire.

66. Des déclarations ont été faites par les intervenants suivants : Anne Larigauderie, Secrétaire exécutive de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques ; Cécile Bibiane Ndjebet, Directrice du Réseau des femmes africaines pour la gestion communautaire des forêts au Cameroun ; Roy Brouwer, spécialiste d'économie environnementale et professeur au Département d'économie de l'Université de Waterloo (Canada) ; et Martha Rojas-Urrego, Secrétaire générale de la Convention relative aux zones humides d'importance internationale, particulièrement comme habitats des oiseaux d'eau (Convention de Ramsar) ; ainsi que par les orateurs principaux suivants : Gertrude Kabusimbi Kenyangi, Directrice exécutive du Support for Women in Agriculture and Environment en Ouganda ; Jill Blockhus, Directrice des partenariats internationaux à The Nature Conservancy ; Chiagozie Chima Udeh, membre du Conseil d'administration de la Fondation Plant-for-the-Planet au Nigéria (représentant le grand groupe des enfants et des jeunes).

67. Au cours du débat qui a suivi, les participants ont répondu aux observations et aux questions des représentants de la Norvège, de la Malaisie, de l'Australie, d'Israël, de l'Allemagne, de la Finlande, de la Tchéquie, de la France, du Mexique, de l'Italie, de la Roumanie, de la Suisse, de l'Union européenne, des Philippines, de la République islamique d'Iran, de la Suède, de la Fédération de Russie, de la Jamaïque, de l'Indonésie, de la République démocratique du Congo, du Bénin, de la Turquie, de la République de Corée, du Sénégal, du Togo, du Kenya, de l'Estonie, d'Oman, du Maroc, de la Chine, de l'État de Palestine et de l'Afrique du Sud, de l'observateur de l'UICN, des représentants de l'AIEA, de l'UNESCO, du FIDA, du Comité permanent de la nutrition, du secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, du PNUE, des grands groupes des agriculteurs et des femmes et du groupe d'intérêts des bénévoles.

Examen de la mise en œuvre de l'objectif de développement durable n° 17

68. À sa 14^e séance, le 13 juillet, le Forum a examiné la mise en œuvre de l'objectif de développement durable n° 17 (Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser), dirigé par la Vice-Présidente du Conseil (Tadjikistan) et animé par Gillian Tett, responsable gestion du *Financial Times* aux États-Unis, qui ont chacune fait une déclaration.

69. Des exposés ont été présentés par le représentant de la Division de statistique, sur les données statistiques concernant l'objectif de développement durable n° 17, et par Courtenay Rattray, Représentant permanent de la Jamaïque auprès de l'Organisation des Nations Unies (ONU) et cofacilitateur des conclusions de la session de 2018 du forum du Conseil économique et social sur le suivi du financement du développement.

70. Des exposés ont été faits par les intervenants suivants : Masud Bin Momen, Représentant permanent du Bangladesh auprès de l'ONU ; Robin Ogilvy, Représentant spécial de l'OCDE auprès de l'ONU ; Alfred Watkins, Président de Global Solutions Summit, qui a également animé une partie du débat ; et Steven Waygood, responsable des placements à Aviva Investors ; ainsi que par Kavaljit Singh, orateur principal et Directeur de Madhyam à New Delhi (représentant le groupe d'intérêts de la société civile pour le financement du développement).

71. Au cours du débat qui a suivi, les participants ont répondu aux observations et aux questions des représentants de la France, du Bélarus, de la Finlande, du Ghana, du Viet Nam, de la République dominicaine, de la Turquie, de la Thaïlande, de la Suède, du Maroc, de la Norvège, de l'Afrique du Sud, de l'Union européenne et de l'Australie, de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, du grand groupe des peuples autochtones, et du groupe d'intérêts des personnes âgées et du Mécanisme régional de mobilisation des organisations de la société civile de l'Asie et du Pacifique.

B. Examen thématique

72. Aux 4^e, 5^e, 7^e, 8^e, 10^e et 11^e séances de la réunion du Forum, du 10 au 12 juillet 2018, six tables rondes ont eu lieu sur le point 2 b) de l'ordre du jour (Examen thématique).

Débat sur le thème « Transformer nos sociétés pour les rendre viables et résilientes : renforcer la résilience »

73. À sa 4^e séance, le 10 juillet, le Forum a tenu un débat sur le thème « Transformer nos sociétés pour les rendre viables et résilientes : renforcer la résilience », présidé par la Vice-Présidente du Conseil (Saint-Vincent-et-les Grenadines) et animé par Emily Wilkinson, chargée de recherche principale sur les risques et la résilience à l'Overseas Development Institute, au Royaume-Uni, qui ont toutes deux fait une déclaration.

74. Les intervenants suivants ont présenté des exposés : Isabelle Durant, Secrétaire générale adjointe de la CNUCED ; Dereje Wordofa, Directeur exécutif adjoint du Fonds des Nations Unies pour la population ; Jeb Brugmann, représentant de 100 Resilient Cities ; et David Smith, Coordonnateur de l'Institute for Sustainable Development de l'Université des Indes occidentales et du Consortium des universités des petits États insulaires et Président pour les Caraïbes du Réseau des solutions pour le développement durable (Jamaïque). Des exposés ont également été présentés par les commentateurs principaux : Vuk Zugic, Coordonnateur des activités économiques et environnementales de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe ;

et Marikris de Guzman, coordonnatrice régionale pour l'Asie du réseau des jeunes sur la réduction des risques de catastrophe (représentant le grand groupe des enfants et des jeunes).

75. Au cours du débat qui a suivi, les orateurs ont répondu aux observations et aux questions des représentants de l'Union européenne, de l'Indonésie, des Philippines, de l'Afrique du Sud, du Chili, du Kenya, de la Suisse, du Mali, de la Mauritanie, du Honduras, de la République islamique d'Iran, du Programme alimentaire mondial, de l'Université des Nations Unies, des grands groupes des organisations non gouvernementales, des enfants et des jeunes, et des peuples autochtones, et du groupe d'intérêt des personnes handicapées.

Débat sur le thème « Progrès de la science, de la technologie et de l'innovation au service des objectifs du développement durable »

76. À sa 5^e séance, le 10 juillet, le Forum a consacré un débat aux progrès de la science, de la technologie et de l'innovation au service des objectifs de développement durable, présidé par la Vice-Présidente du Conseil (Saint-Vincent-et-les Grenadines) et animé par la Directrice générale des affaires mondiales au Ministère des relations extérieures du Mexique, Norma Munguía Aldaraca, qui a fait une déclaration.

77. Toshiya Hoshino, Représentant permanent adjoint du Japon auprès de l'Organisation des Nations Unies, et Juan Sandoval Mendiola, Représentant permanent adjoint du Mexique auprès de l'Organisation des Nations Unies, en leur qualité de coprésidents du Forum de collaboration multipartite sur la science, la technologie et l'innovation pour la réalisation des objectifs de développement durable tenu en 2018, ont présenté un résumé des travaux dudit forum.

78. Les intervenants suivants ont également présenté des exposés : Endah Murningtyas (Indonésie), Coprésident du groupe de scientifiques chargé d'établir le Rapport mondial sur le développement durable, Nebojsa Nakicenovic, Directeur général adjoint et Administrateur adjoint de l'International Institute for Applied Systems Analysis et professeur émérite à l'Université de technologie de Vienne (représentant le grand groupe de la communauté scientifique et technique), et Carsten Fink, Économiste en chef à l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle. Un exposé a aussi été présenté par le commentateur principal, Ernest Foli, directeur de recherche au Forestry Research Institute of Ghana (Institut de recherche sur la foresterie du Ghana).

79. Au cours du débat qui a suivi, les orateurs ont répondu aux observations et aux questions des représentants du Kenya, de l'Union européenne, de l'Afrique du Sud, de l'Indonésie, de la Norvège, de la Fédération de Russie, du Bénin, de la Belgique, de la Finlande et de la Turquie, de l'observateur du Groupe de la Banque islamique de développement, et des représentants de l'Union internationale des télécommunications, de l'Agence internationale de l'énergie atomique et des grands groupes des femmes et des enfants et des jeunes.

Débat sur le thème « Transformer nos sociétés pour les rendre viables et résilientes : perspectives des petits États insulaires en développement »

80. À la 7^e séance, le 11 juillet, le Forum a tenu un débat sur le thème « Transformer nos sociétés pour les rendre viables et résilientes : perspectives des petits États insulaires en développement », présidé par le Vice-Président du Conseil (Belgique) et animé par Henrietta Elizabeth Thompson, Représentante permanente désignée de la Barbade auprès de l'Organisation des Nations Unies, qui ont tous deux fait une déclaration.

81. Les intervenants suivants ont présenté des exposés : Alexander Teabo, Ministre kiribatien de l'environnement, des terres et du développement agricole, Tessa Williams-Robertson, Chef du service chargé des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique à la Banque de développement des Caraïbes, et Adrianus Vlugman, Conseiller principal sur l'assainissement de l'eau et la salubrité de l'environnement à l'Organisation panaméricaine de la santé. Des exposés ont également été présentés par les commentateurs principaux : Rhonda Robinson, Directrice adjointe des programmes relatifs à l'eau et l'assainissement de la Communauté du Pacifique, et Addys Claribel Then Marte, Directrice générale d'Alianza ONG (représentant le groupe d'intérêt des bénévoles).

82. La Secrétaire générale adjointe et Haute-Représentante pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement a également fait une déclaration.

83. Au cours du débat qui a suivi, les orateurs ont répondu aux observations et aux questions des représentants de l'Irlande, de l'Union européenne, de la Norvège, de la Trinité-et-Tobago (au nom de la Communauté des Caraïbes), de Maurice, de Singapour, du Belize, des Maldives (au nom de l'Alliance des petits États insulaires), de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, des grands groupes des organisations non gouvernementales, des enfants et des jeunes, et des femmes, et des groupes d'intérêt des personnes handicapées et de la société civile pour le financement du développement.

Débat sur le thème « Transformer nos sociétés pour les rendre viables et résilientes : perspectives des pays les moins avancés, des pays en développement sans littoral et des pays à revenu intermédiaire »

84. À la 8^e séance, le 11 juillet, le Forum a tenu un débat sur le thème « Transformer nos sociétés pour les rendre viables et résilientes : perspectives des pays les moins avancés, des pays en développement sans littoral et des pays à revenu intermédiaire », présidé par le Vice-Président du Conseil (Belgique) et animé par Karin Fernando, directrice de recherche au Centre for Poverty Analysis, au Sri Lanka, qui ont tous deux fait une déclaration.

85. Les intervenants suivants ont présenté des exposés : Kaba Urgessa, Ministre d'État de la viabilité environnementale au Ministère éthiopien de l'agriculture et de l'élevage, la Secrétaire générale adjointe et Haute Représentante pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, Felipe Castro Pachón, Directeur du suivi et de l'évaluation des politiques publiques au Département national de planification de la Colombie, et Maruxa Cardama, Spécialiste principale des politiques à Cities Alliance, en Belgique. Un exposé a aussi été présenté par le commentateur principal, Idriss Maïga Alzouma, Président du Forum africain sur les handicaps (représentant le groupe d'intérêt des personnes handicapées).

86. Au cours du débat qui a suivi, les orateurs ont répondu aux observations et aux questions des représentants du Bangladesh (au nom du Groupe des pays les moins avancés), des Philippines, de l'Indonésie, du Qatar, d'El Salvador, du Népal, de l'Union européenne, du Bélarus, d'Oman, de la Sierra Leone, du Libéria, du Paraguay (au nom du Groupe des pays en développement sans littoral), des grands groupes des organisations non gouvernementales, des peuples autochtones, et des femmes, et du groupe d'intérêt du Mécanisme régional de mobilisation des organisations de la société civile de l'Asie et du Pacifique.

Débat sur le thème « Enseignements tirés par les régions de l'action menée pour réaliser les objectifs de développement durable »

87. À la 10^e séance, le 12 juillet, le Forum a tenu un débat sur les enseignements tirés par les régions de l'action menée pour réaliser les objectifs de développement durable, présidé par le Vice-Président du Conseil (Afrique du Sud), qui a fait une déclaration.

88. Les intervenants suivants ont présenté des exposés : Vera Songwe, Secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Afrique, Mohamed Ali Alhakim, Secrétaire exécutif de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, Olga Algayerova, Secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Europe, Kaveh Zahedi, Secrétaire exécutif adjoint de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, et Alicia Bárcena, Secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, qui a également animé le débat. Des exposés ont aussi été présentés par les commentatrices principales : Tatyana Valovaya, membre du Conseil d'administration et Ministre de la Commission économique eurasiennne, et Alma Sinumlag, administratrice de programmes pour Cordillera Women's Education Action Research Center (représentant le groupe d'intérêt du Mécanisme régional de mobilisation des organisations de la société civile de l'Asie et du Pacifique).

89. Au cours du débat qui a suivi, les orateurs ont répondu aux observations et aux questions des représentants du Bélarus, de la République islamique d'Iran, de l'État de Palestine, du Chili, de la Suède, du Mexique, du Sénégal, du Togo, du Maroc, de la Mauritanie, de la Géorgie, de l'Union européenne, du Liban, de l'Iraq, du Viet Nam, d'Israël, de l'Afrique du Sud, de l'Ouganda, du Lesotho, du Programme des Nations Unies pour les établissements humains, et des grands groupes des enfants et des jeunes, et des travailleurs et des syndicats.

Débat sur le thème « Transformer nos sociétés pour les rendre viables et résilientes : perspectives de la société civile »

90. À la 11^e séance, le 12 juillet, le Forum a tenu un débat sur le thème « Transformer nos sociétés pour les rendre viables et résilientes : perspectives de la société civile », organisé avec le concours des grands groupes et des groupes d'intérêt, présidé par le Vice-Président du Conseil (Afrique du Sud) et animé par Luisa Emilia Reyes Zuñiga, Directrice des programmes relatifs aux politiques et aux budgets en faveur de l'égalité et du développement durable pour Equidad de Género, Ciudadanía, Trabajo y Familia et Coprésidente du mécanisme de coordination des grands groupes et autres parties prenantes du Forum (représentant le grand groupe des femmes), qui ont tous deux fait une déclaration.

91. Les intervenants suivants ont présenté des exposés : Haydee Rodriguez, Directrice exécutive de l'Unión de Cooperativas de Mujeres Productoras « Las Brumas » (représentant le groupe d'intérêt des parties prenantes de Sendai), Ruben Zondervan, Directeur exécutif du Projet de gouvernance du système terrestre pour l'Université de Lund (Suède) (représentant le grand groupe de la communauté scientifique et technique), et Jolly Amatya, représentante du secrétariat du grand groupe des enfants et des jeunes. Des exposés ont également été présentés par les commentateurs principaux : Vitalice Meja, Coordonnateur de Reality of Aid Africa Network et Coprésident de CSO Partnership for Development Effectiveness (CPDE) (représentant le groupe d'intérêt de la société civile pour le financement du développement), et Berry Vrbancic, maire de Kitchener (Canada) (représentant le grand groupe des autorités locales).

92. Au cours du débat qui a suivi, les orateurs ont répondu aux observations et aux questions des représentants de la Norvège, du Mexique, de l'Union européenne et de la France, des grands groupes des peuples autochtones, des organisations non gouvernementales, des femmes, et des travailleurs et des syndicats, et des groupes d'intérêt des personnes âgées, des personnes handicapées, des établissements d'enseignement et des universités, et du Mécanisme régional de mobilisation des organisations de la société civile de l'Asie et du Pacifique.

93. Un représentant du grand groupe des enfants et des jeunes a fait des observations finales, au nom de la représentante de son secrétariat, Jolly Amatya.

C. Examens nationaux volontaires

94. De la 16^e à la 24^e séance, du 16 au 18 juillet 2018, 46 examens nationaux volontaires ont été présentés au titre du point 2 c) de l'ordre du jour (Examens nationaux volontaires).

Examens nationaux volontaires : Équateur, Kiribati, Lituanie et Mali

95. À la 16^e séance, le 16 juillet, l'Équateur, Kiribati, la Lituanie et le Mali ont présenté leur examen national volontaire sous la présidence de la Présidente du Conseil.

96. Les intervenants suivants ont présenté des exposés : pour l'Équateur, José Augusto Briones, Secrétaire national à la planification et au développement ; pour Kiribati, Teuea Toatu, Ministre des finances et du développement économique, et Martin Tofinga, représentant des acteurs non étatiques ; pour la Lituanie, Kęstutis Navickas, Ministre de l'environnement ; pour le Mali, Mahamane Maiga, Secrétaire général permanent du Ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale, Modibo Traore, Directeur de la coopération multilatérale au Ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale, et Drissa Doumbia, Chef de département à l'Agence de l'environnement et du développement durable.

97. En sa qualité de commentateur principal, Kimmo Tiilikainen, Ministre finlandais de l'environnement, du climat, de l'énergie et du logement et Vice-Président de la Commission nationale de développement durable, a fait une déclaration.

98. Au cours du débat qui a suivi, les orateurs ont répondu aux observations et questions des représentants de l'Autriche, de l'Irlande, de la Norvège, de l'Australie, du Burkina Faso, du Maroc, du grand groupe des travailleurs et des syndicats et du groupe d'intérêt des parties prenantes de Sendai.

Examens nationaux volontaires : Guinée, Grèce, Mexique et Émirats arabes unis

99. À la 17^e séance, le 16 juillet, la Guinée, la Grèce, le Mexique et les Émirats arabes unis ont présenté leur examen national volontaire, sous la présidence du Vice-Président du Conseil (Belgique), qui a fait une déclaration.

100. La Ministre guinéenne du plan et du développement économique, Kanny Diallo, a présenté un exposé.

101. Au cours du débat qui a suivi, l'oratrice a répondu aux observations et questions du représentant du groupe d'intérêt des bénévoles.

102. S'agissant de la Grèce, des exposés ont été présentés par le Ministre adjoint à l'environnement et à l'énergie, Socrates Famellos, et par la députée et Présidente du

Comité permanent spécial chargé de la protection de l'environnement, Aikaterini Inglezi.

103. Au cours du débat qui a suivi, les orateurs ont répondu aux observations et aux questions des représentants de l'Arménie, du Liban, de la Slovénie, de Saint-Vincent-et-les Grenadines, de la Jordanie et du groupe d'intérêt des personnes handicapées.

104. Le Ministre et Chef de cabinet du Président du Mexique, Francisco Guzmán Ortiz, a présenté un exposé.

105. Au cours du débat qui a suivi, l'orateur a répondu aux observations et aux questions des représentants du Canada, de l'Égypte, de la Norvège, de l'Australie, de l'Allemagne, de la Colombie et des grands groupes des femmes et des peuples autochtones.

106. Le Vice-Président du Comité national chargé des objectifs de développement durable et Directeur général de l'Autorité fédérale de la compétitivité et de la statistique des Émirats arabes unis, Abdulla Lootah, a présenté un exposé.

107. Au cours du débat qui a suivi, l'orateur a répondu aux observations et aux questions des représentants de l'Égypte, de Bahreïn, de la Slovaquie et du grand groupe des organisations non gouvernementales.

Examens nationaux volontaires : Bénin et Cabo Verde

108. À la 18^e séance (B), le 16 juillet, le Bénin et le Cabo Verde ont présenté leur examen national volontaire, sous la présidence de la Présidente du Conseil.

109. Le Ministre d'État béninois chargé du plan et du développement, Abdoulaye Bio Tchane, et le Ministre du tourisme, des transports et Ministre de l'économie maritime du Cabo Verde, José da Silva Gonçalves, ont présenté des exposés.

110. En sa qualité de commentatrice principale, Jiko Luveni, Présidente du Parlement des Fidji, a fait une déclaration.

111. Au cours du débat qui a suivi, les orateurs ont répondu aux observations et aux questions des représentants de la Norvège et du groupe d'intérêt de la société civile pour le financement du développement.

Examens nationaux volontaires : Slovaquie, Bahreïn, Colombie et Viet Nam

112. À la même séance, la Slovaquie, Bahreïn, la Colombie et le Viet Nam ont présenté leur examen national volontaire sous la présidence de la Présidente du Conseil.

113. S'agissant de la Slovaquie, des exposés ont été présentés par Richard Raši, Vice-Premier Ministre chargé des investissements et de l'informatisation, Daniel Bunda, étudiant et organisateur de manifestations pour Eduma, Ivana Maleš, fondatrice de l'Institut pour l'économie circulaire, et Vladimír Krčmery, Recteur de l'Université Sainte Elizabeth de santé et de service social.

114. Au cours du débat qui a suivi, le Vice-Premier Ministre chargé des investissements et de l'informatisation a répondu aux observations et questions des représentants de la Grèce, du Kenya, de l'Indonésie, de Singapour et du grand groupe des organisations non gouvernementales.

115. Le Ministre bahreïni des affaires du Cabinet et Chef du Comité national de l'information, Mohammed Bin Ibrahim Al Mutawa, a présenté un exposé.

116. Au cours du débat qui a suivi, l'orateur a répondu aux observations et aux questions du représentant du grand groupe des organisations non gouvernementales.

117. Le Ministre colombien de la planification nationale, Luis Fernando Mejía Alzate, a présenté un exposé.

118. Au cours du débat qui a suivi, l'orateur a répondu aux observations et aux questions des représentants de l'Allemagne, du Danemark, de Singapour, de la Norvège et du grand groupe des peuples autochtones.

119. Le Vice-Ministre vietnamien du plan et de l'investissement, Nguyen The Phuong, a présenté un exposé.

120. Au cours du débat qui a suivi, l'orateur a répondu aux observations et aux questions des représentants de la République démocratique populaire lao, de Singapour, de l'Australie et du grand groupe des organisations non gouvernementales.

Examens nationaux volontaires : Albanie, Lettonie, Niger et Soudan

121. À la 19^e séance A), tenue parallèlement à la séance B) du Forum, le 17 juillet, l'Albanie, la Lettonie, le Niger et le Soudan ont présenté leurs examens nationaux volontaires sous la présidence du Vice-Président du Conseil (Tadjikistan), qui a fait une déclaration.

122. Des exposés ont été présentés pour l'Albanie par Senida Mesi, Vice-Première Ministre ; pour la Lettonie par Arvils Ašeradens, Premier Ministre et Ministre de l'économie ; pour le Niger par Aïchatou Boulama Kané et Kamil Halimatou Garba, respectivement Ministre du plan et Directrice des statistiques et des études démographiques et sociales ; pour le Soudan par Gamal Mahmoud Hamid, Ministre de la planification urbaine de l'État de Khartoum ; Limia Abdelgafar Khalfalla, secrétaire générale du Conseil national de la population et coordonnatrice pour les objectifs de développement durable ; Nasreldin Ibrahim Shulgami, représentant de la société civile ; et Ahmed Magzoub Ahmed Ali, membre de la Commission des affaires financières et économiques et d'investissement de l'Assemblée nationale.

123. Une déclaration a été faite par l'orateur principal, László Borbély, conseiller d'État et Chef du Département du développement durable de la Roumanie.

124. Au cours du débat qui a suivi, les orateurs ont répondu aux observations et aux questions des représentants de la Norvège, de la Suède, de la Jamaïque, de l'Estonie, du Mali, de la Serbie, des grands groupes des femmes et des organisations non gouvernementales, et du groupe d'intérêt des personnes handicapées.

Examens nationaux volontaires : Bhoutan et Togo

125. À la 19^e séance B), le 17 juillet, le Bhoutan et le Togo ont présenté leurs examens nationaux volontaires sous la présidence du Vice-Président du Conseil (Belgique), qui a fait une déclaration.

126. Des présentations ont été faites par Komi Sélom Klassou, le Premier Ministre togolais, Lyonpo Namgay Dorji, le Ministre bhoutanais des finances et Thinley Namgyel, le Secrétaire de la Commission bhoutanaise du bonheur national brut.

127. Une déclaration a été faite par l'orateur principal, Miguel Angel Moir, Secrétaire à la planification et à la programmation auprès du Cabinet présidentiel du Guatemala.

128. Au cours du débat qui a suivi, les orateurs ont répondu aux observations et aux questions des représentants de l'Inde, de Singapour, de la Thaïlande, du Népal et des grands groupes des femmes et des organisations non gouvernementales.

Examens nationaux volontaires : Australie, Sri Lanka, Suisse et Uruguay

129. À la 19^e séance B), le 17 juillet, l'Australie, Sri Lanka, la Suisse et l'Uruguay ont présenté leurs examens nationaux volontaires sous la présidence du Vice-Président du Conseil (Belgique).

130. Le Directeur du Bureau du budget et de la planification de l'Uruguay, Álvaro García, a présenté un exposé.

131. Au cours du débat qui a suivi, les orateurs ont répondu aux observations et aux questions des représentants du Brésil, de l'Argentine, de l'Allemagne et du grand groupe des travailleurs et des syndicats.

132. Le Ministre délégué du Ministre pour le développement durable, des espèces sauvages et le développement régional de Sri Lanka, Sandith Samarasinghe, a fait une présentation.

133. Au cours du débat qui a suivi, l'orateur a répondu aux observations et aux questions des représentants de l'Australie et du Népal.

134. Une présentation a été faite pour la Suisse par Doris Leuthard, conseillère fédérale en charge de l'environnement, des transports, de l'énergie et des communications, et Sophie Neuhaus, représentante du Conseil suisse des activités de jeunesse.

135. Au cours du débat qui a suivi, la conseillère fédérale en charge de l'environnement, des transports, de l'énergie et des communications a répondu aux observations et aux questions des représentants de l'Allemagne, du grand groupe des organisations non gouvernementales et du groupe d'intérêt des personnes handicapées.

136. Une présentation a été faite pour l'Australie par Gillian Bird, Représentante permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies ; Duane Fraser, Coprésident du Groupe mondial des jeunes autochtones ; et Darrell Wade, cofondateur du groupe Intrepid Travel.

137. Au cours du débat qui a suivi, les orateurs ont répondu aux observations et aux questions des représentants du Canada, de l'Indonésie, du Mexique, de la Suisse et du grand groupe des organisations non gouvernementales.

Examens nationaux volontaires : Arménie, Irlande, Jamaïque, Namibie et État de Palestine

138. À la 20^e séance, le 17 juillet, l'Arménie, l'Irlande, la Jamaïque, la Namibie et l'État de Palestine ont présenté leurs examens nationaux volontaires sous la présidence du Vice-Président du Conseil (Tadjikistan).

139. Le Vice-Premier Ministre arménien, Ararat Mirzoyan, a fait un exposé.

140. Au cours du débat qui a suivi, l'orateur a répondu aux observations et aux questions des représentants de la Grèce, de l'Azerbaïdjan, du Liban et du grand groupe des femmes.

141. Une présentation a été faite pour l'Irlande par Denis Naughten, Ministre des communications, de l'action pour le climat et de l'environnement, et Lauren Flanagan et Paul Dockery, ses délégués de la jeunesse.

142. Au cours du débat qui a suivi, les orateurs ont répondu aux observations et aux questions des représentants du Royaume-Uni, de la Lituanie, du Niger et du grand groupe des enfants et des jeunes.

143. Le Ministre de la planification de l'économie et Directeur général de la Commission nationale de la planification de la Namibie, Obeth Kandjoze, a présenté un exposé.

144. Au cours du débat qui a suivi, l'orateur a répondu aux observations et aux questions des représentants du Lesotho et du groupe d'intérêt des personnes handicapées.

145. Une présentation a été faite pour la Jamaïque par Pearnel Charles Jr., Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale, Ministre d'État ; Wayne Henry, Directeur général de l'Institut de planification de la Jamaïque ; et Leesha Delatie-Budair, Directrice générale adjointe de l'Institut jamaïcain des statistiques.

146. Au cours du débat qui a suivi, les orateurs ont répondu aux observations et aux questions des représentants de l'Italie, de la Grèce, de la Norvège, du Libéria, de Singapour, du Danemark, de l'Autriche, du grand groupe des femmes et du groupe d'intérêt des parties prenantes de Sendai.

147. L'Observateur permanent de l'État de Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies, Riyad Mansour, a présenté un exposé.

148. Au cours du débat qui a suivi, l'orateur a répondu aux observations et aux questions des représentants d'Israël, de l'Afrique du Sud, des États-Unis, de l'Égypte et du groupe d'intérêt des établissements d'enseignement et des universités.

Examens nationaux volontaires : Andorre, Canada, Égypte, République démocratique populaire lao, République dominicaine et Sénégal

149. À la 21^e séance, le 17 juillet, Andorre, le Canada, l'Égypte, la République démocratique populaire lao, la République dominicaine et le Sénégal ont présenté leurs examens nationaux volontaires sous la présidence de la Vice-Présidente du Conseil (Saint-Vincent-et-les Grenadines), qui a fait une déclaration.

150. Une présentation a été faite pour Andorre par Maria Ubach Font, Ministre des affaires étrangères ; Silvia Calvó Armengol, Ministre de l'environnement, de l'agriculture, et du développement durable ; et Jaume Esteve, Président de la fédération andorrane de la montagne.

151. Au cours du débat qui a suivi, les orateurs ont répondu aux observations et aux questions des représentants du Rwanda et du groupe d'intérêt des personnes âgées.

152. Une présentation a été faite pour le Canada par Jean-Yves Duclos, Ministre de la famille, des enfants et du développement social, et Celina Caesar-Chavannes, attachée parlementaire de la Ministre du développement international.

153. Au cours du débat qui a suivi, les orateurs ont répondu aux observations et aux questions des représentants du Bangladesh, de la République dominicaine, de la France, des Fidji et des grands groupes des enfants et des jeunes et des organisations non gouvernementales.

154. Le Ministre de l'économie, de la planification et du développement de la République dominicaine, Isidoro Santana, a présenté un exposé.

155. Au cours du débat qui a suivi, l'orateur a répondu aux observations et aux questions des représentants du Guatemala, du Panama, de l'Union européenne et du grand groupe des organisations non gouvernementales.

156. La Ministre de la planification, du suivi et de la réforme administrative, Hala El Said, a présenté un exposé.

157. Au cours du débat qui a suivi, l'oratrice, Sahar Nasr, Ministre de l'investissement et de la coopération internationale de l'Égypte et Yasmine Fouad, Ministre de l'environnement de l'Égypte, ont répondu aux observations et aux questions des représentants de Singapour, des Émirats arabes unis, du Mexique, de l'État de Palestine, du Canada et du grand groupe des enfants et des jeunes.

158. Le Ministre des affaires étrangères de la République démocratique populaire lao, Saleumxay Kommasith, a présenté un exposé.

159. Au cours du débat qui a suivi, l'orateur a répondu aux observations et aux questions des représentants de la Thaïlande, du Myanmar, du Viet Nam, de Singapour, du Canada et du grand groupe des organisations non gouvernementales.

160. Le Ministre de l'environnement et du développement durable du Sénégal, Mame Thierno Dieng, a présenté un exposé.

161. Au cours du débat qui a suivi, l'orateur a répondu aux observations et aux questions des représentants de la Guinée et du grand groupe des travailleurs et des syndicats.

Examens nationaux volontaires : Bahamas, Hongrie, Liban, Malte et Roumanie

162. À la 22^e séance, le 18 juillet, les Bahamas, la Hongrie, le Liban, Malte et la Roumanie ont présenté leurs examens nationaux volontaires sous la présidence du Vice-Président du Conseil (Tadjikistan), qui a fait une déclaration.

163. Le Premier Ministre des Bahamas, Hubert Alexander Minnis, a présenté un exposé.

164. Au cours du débat qui a suivi, Matt Aubrey, représentant de la société civile des Bahamas, et Nicola Virgill-Rolle, Directrice de l'Unité du développement économique et de la planification du Bureau du Premier Ministre, ont répondu aux observations et aux questions des représentants de la Jamaïque, de Singapour et du grand groupe des organisations non gouvernementales.

165. Une présentation a été faite pour la Roumanie par Grațiela Leocadia Gavrilescu, Vice-Première Ministre, Ministre de l'environnement ; Luminița Ghiță, Chef de bureau du Ministère de l'environnement ; László Borbély, Chef du Département pour le développement durable ; et Monica Prisăcariu, représentante des organisations non gouvernementales.

166. Au cours du débat qui a suivi, l'oratrice a répondu aux observations et aux questions des représentants de l'Espagne, de la Grèce et du grand groupe des enfants et des jeunes.

167. Le Ministre libanais de la santé publique et Vice-Président du Conseil, Ghassan Hasbani, a présenté un exposé.

168. Au cours du débat qui a suivi, Dima Jamali, députée libanaise, Hazar Caracalla, conseillère aux affaires économiques du Premier Ministre du Liban, Fadi Yarak, Directeur général du Ministère de l'éducation, et Rita Rhayem, représentante des organisations de la société civile, ont répondu aux observations et aux questions des représentants de la Hongrie, de l'Arménie, de la Norvège et du groupe d'intérêt des personnes handicapées.

169. Le Ministre hongrois de l'innovation et de la technologie, László Palkovics, a présenté un exposé.

170. Au cours du débat qui a suivi, l'orateur a répondu aux observations et aux questions des représentants du Liban, de Singapour, de la Pologne, de Malte, de l'Éthiopie, de la Sierra Leone et du grand groupe des enfants et des jeunes.

171. Le Ministre malte des affaires étrangères et de la promotion du commerce, Carmelo Abela, a présenté un exposé.

172. Au cours du débat qui a suivi, l'orateur a répondu aux observations et aux questions des représentants de la Pologne, de la Hongrie, du Libéria et du groupe d'intérêt des personnes handicapées.

Examens nationaux volontaires : Arabie saoudite, Espagne, Pologne et Singapour

173. À la 23^e séance, le 18 juillet, la Pologne, l'Arabie saoudite, Singapour et l'Espagne ont présenté leurs examens nationaux volontaires sous la présidence de la Vice-Présidente du Conseil (Saint-Vincent-et-les Grenadines).

174. Une présentation a été faite pour la Pologne par Jadwiga Emilewicz, Ministre de l'entrepreneuriat et des technologies ; Stefan Józefowicz, Vice-Président du groupe Azoty ; et Kamil Wyszowski représentant national de la branche polonaise de l'initiative du Pacte mondial des Nations Unies.

175. Au cours du débat qui a suivi, le principal intervenant a répondu aux observations et aux questions des représentants de Malte, de la Hongrie, de l'Éthiopie, du Bélarus et des grands groupes des femmes et des enfants et des jeunes.

176. Une présentation a été faite pour Singapour par Masagos Zulkifli, Ministre de l'environnement et ressources en eau ; Albert Chua, Secrétaire permanent du Ministère de l'environnement et ressources en eau ; Jen Teo, Directrice exécutive du Conseil de Singapour pour l'environnement ; et Veerappan Swaminathan, représentant du Conseil de la jeunesse de Singapour.

177. Au cours du débat qui a suivi, l'orateur principal a répondu aux observations et aux questions des représentants du Bhoutan, de l'Égypte, de la Colombie, de la Thaïlande, de la Slovaquie, du Viet Nam, de la Jamaïque, de la Sierra Leone et du groupe d'intérêt des personnes âgées.

178. Une présentation a été faite pour l'Espagne par Josep Borrell Fontelles, Ministre des affaires étrangères, de l'Union européenne et de la coopération ; Teresa Ribera, Ministre de la transition écologique ; et Cristina Gallach, Haute Commissaire en charge du Programme 2030.

179. Au cours du débat qui a suivi, les orateurs ont répondu aux observations et aux questions des représentants de la Roumanie, du Mexique, de la Colombie et des grands groupes des organisations non gouvernementales et des femmes.

180. Une présentation a été faite pour l'Arabie saoudite par Faisal Al Ibrahim, Vice-Ministre de l'économie et du plan ; Abdallah Al-Mouallimi, Représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies ; Yousef Al Benyan, Vice-Président et Directeur général de SABIC ; et Banderi Al Saud, Directrice générale de la Fondation King Khalid.

181. Au cours du débat qui a suivi, les orateurs ont répondu aux observations et aux questions des représentants des Émirats arabes unis, de l'Égypte, de Bahreïn et de la Malaisie.

Examens nationaux volontaires : Paraguay et Qatar

182. À la 24^e séance, le 18 juillet, le Paraguay et le Qatar ont présenté leurs examens nationaux volontaires sous la présidence du Vice-Président du Conseil (Afrique du Sud).

183. La Vice-Présidente du Paraguay, Alicia Beatriz Pucheta de Correa, a présenté un exposé.

184. Au cours du débat qui a suivi, l'oratrice a répondu aux observations et aux questions des représentants de l'Uruguay et du grand groupe des peuples autochtones.

185. Le Ministre qatarien de la planification du développement et des statistiques, Saleh bin Mohammed Al-Nabit, a présenté un exposé.

186. Au cours du débat qui a suivi, l'orateur a répondu aux observations et aux questions des représentants de la Guinée et du grand groupe des enfants et des jeunes.

D. Débat général

187. Le Forum a tenu son débat général du 16 au 19 juillet dans le cadre du débat ministériel organisé au cours du débat de haut niveau de la session de 2018 du Conseil⁵.

188. Au cours du débat général, 158 déclarations ont été faites ; 131 d'entre elles ont été prononcées par des représentants d'États et de l'Union européenne (dont 14 au nom de groupes d'États), 13 par des observateurs d'organisations intergouvernementales et des représentants d'institutions spécialisées et d'autres entités des Nations Unies, et 14 par des représentants d'organisations non gouvernementales, de grands groupes et de groupes d'intérêt.

IV. Questions d'organisation et questions diverses

A. Ordre du jour

189. À sa 1^{re} séance, le 9 juillet, le Forum a adopté son ordre du jour provisoire (E/HLPF/2018/1).

1. Adoption de l'ordre du jour.
2. Transformer nos sociétés pour les rendre viables et résilientes⁶ :
 - a) Examen des objectifs de développement durable n° 6, 7, 11, 12, 15 et 17 ;
 - b) Examen thématique ;
 - c) Examens nationaux volontaires.
3. Adoption de la déclaration ministérielle.
4. Adoption du rapport.

B. Participation

190. La réunion du Forum a rassemblé les représentants de 161 États Membres de l'Organisation des Nations Unies et États membres d'institutions spécialisées. Étaient également présents des observateurs accrédités d'organisations intergouvernementales, des représentants d'organismes des Nations Unies et des

⁵ Le compte rendu du débat général figure dans le rapport du Conseil économique et social pour la session de 2018 (A/73/3) et dans les comptes rendus analytiques de séance pertinents (E/2018/SR.45, E/2018/SR.46, E/2018/SR.47, E/2018/SR.48 et E/2018/SR.49).

⁶ Résolution 70/299 de l'Assemblée générale.

observateurs accrédités d'organisations non gouvernementales et d'autres organisations. La liste des participants figure dans le document [E/HLPF/2018/INF/1](#).

C. Documentation

191. On trouvera dans l'annexe au présent rapport la liste des documents dont le Forum était saisi. Les documents non officiels que le Forum a examinés sont disponibles sur la page Web de celui-ci (<https://sustainabledevelopment.un.org/hlpf/2018>).

Annexe

Documentation

<i>Cote</i>	<i>Titre ou description</i>
A/73/81-E/2018/59	Rapport du Secrétaire général sur l'intégration des trois dimensions du développement durable dans l'ensemble du système des Nations Unies
A/73/86-E/2018/68	Résumé, établi par la Présidente du Conseil économique et social, des travaux du Forum sur le suivi du financement du développement, y compris de la réunion spéciale de haut niveau avec les institutions de Bretton Woods, l'Organisation mondiale du commerce et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (New York, 23-26 avril 2018)
E/2018/60	Note du Secrétaire général transmettant le rapport d'activité sur le Cadre décennal de programmation concernant les modes de consommation et de production durables
E/2018/61	Rapport du Secrétaire général intitulé : « Du niveau mondial au niveau local : appuyer l'édification de sociétés viables et résilientes en milieu urbain et rural »
E/2018/64	Rapport du Secrétaire général faisant le point annuel sur les objectifs de développement durable
E/2018/66	Rapport du Secrétaire général sur l'exploitation des nouvelles technologies pour réaliser les objectifs de développement durable
E/2018/73	Note du Secrétariat sur le résumé de la sixième réunion biennale de haut niveau du Forum pour la coopération en matière de développement
E/FFDF/2018/3	Rapport du forum du Conseil économique et social sur le suivi du financement du développement
E/HLPF/2018/1	Ordre du jour provisoire et documentation
E/HLPF/2018/2	Note du Secrétariat sur les rapports des forums régionaux pour le développement durable
E/HLPF/2018/2/Add.1	Note du Secrétariat transmettant le rapport du forum régional pour le développement durable pour la région de la Commission économique pour l'Europe sur les travaux de sa deuxième session
E/HLPF/2018/2/Add.2	Note du Secrétariat transmettant la contribution du cinquième Forum Asie-Pacifique pour le développement durable
E/HLPF/2018/2/Add.3	Note du Secrétariat transmettant la contribution de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
E/HLPF/2018/2/Add.4	Note du Secrétariat transmettant la contribution de la quatrième session du Forum régional africain pour le développement durable
E/HLPF/2018/2/Add.5	Note du Secrétariat transmettant la contribution du Forum arabe pour le développement durable à l'issue de sa session de 2018

<i>Cote</i>	<i>Titre ou description</i>
E/HLPF/2018/3	Documents de synthèse sur le thème de la réunion du Forum politique de haut niveau pour le développement durable, présentés par les grands groupes et autres parties prenantes
E/HLPF/2018/4	Note du Secrétariat présentant la synthèse des contributions volontaires des commissions techniques du Conseil économique et social et d'autres organes intergouvernementaux
E/HLPF/2018/5	Note du Secrétariat transmettant la compilation des principaux messages relatifs aux examens nationaux volontaires de 2018
E/HLPF/2018/6	Note du Secrétariat transmettant le résumé, établi par les coprésidents, des travaux du Forum de collaboration multipartite sur la science, la technologie et l'innovation pour la réalisation des objectifs de développement durable
E/HLS/2018/1	Déclaration ministérielle du Forum politique de haut niveau pour le développement durable organisé sous les auspices du Conseil économique et social en 2018 sur le thème intitulé « Transformer nos sociétés pour les rendre viables et résilientes »
E/HLPF/2018/L.1	Projet de rapport
E/2018/L.20-E/HLPF/2018/L.2	Projet de déclaration ministérielle issue de la réunion du Forum politique de haut niveau pour le développement durable organisée sous les auspices du Conseil économique et social en 2018 sur le thème « Transformer nos sociétés pour les rendre viables et résilientes »
E/HLPF/2018/L.3	Amendements au projet de déclaration ministérielle issue de la réunion du Forum politique de haut niveau pour le développement durable organisée sous les auspices du Conseil économique et social en 2018 sur le thème « Transformer nos sociétés pour les rendre viables et résilientes »
E/HLPF/2018/INF/1	Liste des participants